

PROTOCOLE D'ACCORD

PROJETS ET PROGRAMMES POUR LA RELANCE ECONOMIQUE DE LA VALLEE SERIANA ET DES ZONES GEOGRAPHIQUES EN CRISE DE LA PROVINCE Bergame, 6 avril 2009

LA CONFINDUSTRIA BERGAMO (confédération générale de l'industrie italienne de Bergame), IMPRESE & TERRITORIO (comité unitaire des associations d'entreprise) ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES PROVINCIALES CGIL, CISL, UIL, face à l'aggravation des conditions socio-économiques de la Moyenne Vallée Seriana¹ provoquée par la superposition de la crise globale avec les difficultés structurelles de ce district industriel, se sont mis d'accord pour entreprendre une action commune pour la relance de la vallée (13 janvier 2009). L'objectif partagé est de définir des actions efficaces réalisables ensemble dans le court et moyen termes.

L'initiative a été projetée précisément pour cette zone géographique de notre province, mais représente un modèle reproposable et applicable également dans d'autres réalités territoriales caractérisées par des difficultés démographiques, sociales et productives similaires.

Les études nécessaires pour déterminer et projeter les initiatives soutenant la Vallée Seriana ont été confiées à la Tolomeo Studi e Ricerche Srl sous la direction et la responsabilité scientifique du Prof. Paolo Feltrin et le contrôle d'un comité des commettants intégré par des représentants de la Province, de la CCIAA et de la Communauté Montagnarde de la Moyenne Vallée Seriana (comme représentant des collectivités locales). Le projet a été partiellement financé par la Fondazione Banca Popolare di Bergamo. Les enquêtes effectuées figurent dans le CD joint².

Les résultats « PROJETS Et PROGRAMMES POUR LA RELANCE ECONOMIQUE DE LA VALLÉE SERIANA ET DES ZONES EN CRISE DE LA PROVINCE » ont été présentés le 16 Mars 2009 et approuvés le 6 avril 2009 par la CONFINDUSTRIA BERGAMO, IMPRESE & TERRITORIO ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES PROVINCIALES CGIL, CISL, UIL.

L'estimation à moyen terme des tendances et des effets de la crise sur l'économie de la Vallée Seriana signale que l'évolution la plus pessimiste prévoit une perte supplémentaire d'environ 5 milles postes de travail dans l'industrie d'ici les cinq prochaines années.

¹ La zone géographique considérée correspond à la communauté de montagne de la moyenne vallée seriana avec l'ajout des communes de Parre et de Ponte Nossà qui ont une vocation productive essentiellement industrielle similaire à celle des communes de la Moyenne Vallée. L'étude a de toute façon également impliqué la Haute Vallée Seriana surtout en ce qui concerne les perspectives de développement touristique, les infrastructures et les actions communes le long du cours du Serio au nord de Bergame.

² La documentation se subdivise en cinq parties:

1. Analyse du cadre, 2. Approfondissement socio-économique, 3. Sociétés et institutions face à la crise, 4. Impact de la crise sur la population, 5. Synthèse des résultats et idées d'actions.

Une stratégie possible fondée sur l'analyse SWOT³ peut être focalisée sur l'objectif d'absorption de la moitié de ce chômage potentiel dans le tertiaire et de l'autre moitié dans de nouvelles activités industrielles ; cela permettrait de préserver la spécialisation industrielle, considérée unanimement comme une valeur, tout en favorisant la différenciation de la structure productive du territoire.

Du point de vue social les retombées les plus graves des crises sont le risque de dépeuplement, l'impossibilité de valoriser les ressources humaines du territoire et, finalement, de rendre inutile les investissements dans les infrastructures récemment réalisés.

50 actions ont été identifiées (voir liste jointe) divisés en 6 objectifs :

- Soutenir la structure industrielle manufacturière,
- Limiter les effets de la crise conjoncturelle,
- Soutenir les « projets d'entreprise » et favoriser les processus d'agrégation et de croissance managériale dans les petites et micro-entreprises
- Favoriser l'accélération du développement du tertiaire,
- Construire les conditions pour un avantage résidentiel,
- Réaliser des politiques transversales et d'infrastructures.

CONFINDUSTRIA BERGAMO, IMPRESE & TERRITORIO ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES PROVINCIALES CGIL, CISL, UIL s'engagent :

3

POINTS FORTS	FACTEURS DE FAIBLESSE	OPPORTUNITES	MENACES
Travail et entrepreneuriat	Faible scolarité	De nouvelles infrastructures (TEB « Tramvie Elettriche Bergamasche = tramways électriques de Bergame » et prolongement de celui-ci)	Dépeuplement
Préparation professionnelle et technique	Infrastructures technologiques et pour la mobilité	Aéroport de Bergame-Orio al Serio	Signes de décentralisation
Tradition manufacturière	Culture d'agrégation et managériale limitée	Evolution des productions par les compétences technologiques et la contribution de l'université	Concurrence globale
Système du crédit attentif aux exigences des entreprises	Attention au capital de risque	De nouveaux marchés dans le textile technique et dans le Smart Textile	Concurrence déloyale
Cohésion sociale	Concentration élevée des productions à façon	Programmes et financements européens (Era-Net, Fonds structurels, Foresight, Lead market, Cluster)	Fragmentation de la filière productive
Tissu micro-entrepreneurial répandu et ancré sur le territoire	Les produits indifférenciés et sans marque prévalent dans la petite entreprise et la connaissance des marchés finaux est limitée	Programmes et financements nationaux et régionaux (districts et méta districts)	Déplacement vers la plaine de l'activité économique
		Etiquetage écologique et de provenance contre les fraudes (Servitec)	

- à l'égard de l'Union Européenne, à explorer les opportunités de financements communautaires et de création du *cluster* industriel de la Vallée Seriana, avec la reconnaissance éventuelle de l'état de crise (action 7) ;
- à l'égard du gouvernement national, à confirmer et à renforcer, à travers les représentations nationales, les actions pour obtenir des ressources appropriées pour les amortisseurs sociaux, pour la valorisation et la tutelle du Made in Italy, pour la réforme des structures d'aide aux productions nationales, pour la reconnaissabilité et l'irremplaçabilité de l'offre à travers également un développement de la « communication, standardisation, étiquetage et certification », pour le renforcement de la politique industrielle, pour l'assurance des crédits à l'exportation, pour faire face aux crises des liquidités, pour le développement des infrastructures et des services à la mobilité (actions 1, 2, 3, 9, 22, 34, 35, 37, 47 et 48);
- à l'égard de la Région Lombardie, à rechercher des ressources pour les amortisseurs sociaux et pour les politiques actives du travail entendues au sens large (travail salarié, non salarié, auto-entrepreneuriat), pour la capitalisation et le financement d'entreprises (financements des Consortiums de coopératives Fidi), et pour garantir une plus grande efficacité des fonds régionaux pour l'innovation (DAISSIL et autres) (actions 20, 21, 22, 33, 36) ;
- à l'égard de la Province et des Collectivités locales, à promouvoir le marketing territorial, l'union des Communes, l'amélioration des services publics pour l'emploi, la planification intercommunale, la valorisation de la polarité socio-sanitaire, l'élaboration d'un projet touristique, un système d'instruction et de formation en relation avec l'Université et répondant aux besoins en formation continue, présents aussi bien dans le secteur du travail salarial que non salarial, le développement de l'économie de montagne, la requalification des centres historiques, la croissance des services à la personne et le développement des infrastructures technologiques (actions 4, 5, 6, 18, 19, 28, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50) ;
- à l'égard du système du crédit, à élargir les accords déjà en cours pour l'aide au revenu et aux entreprises, pour limiter les effets de la crise des liquidités et pour évaluer les opportunités de consolidation « garantie » des dettes à court terme (actions 27, 35, 36).

CONFINDUSTRIA BERGAMO, IMPRESE & TERRITORIO ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES PROVINCIALES CGIL, CISL et UIL se sont mis d'accord pour :

- promouvoir le district/les districts territoriaux ou de filière du « paquet anticrise » (action 8) ;
- agir dans l'objectif de favoriser la création de nouvelles entreprises, l'agrégation, la croissance dimensionnelle et managériale et l'internationalisation (actions 10, 11, 12, 13);
- supporter la passation des conventions et le développement des services pour l'innovation (actions 14, 15) ;
- favoriser des initiatives liées à l'innovation dans le secteur textile (actions 16, 17) ;
- définir un accord territorial entre les acteurs sociaux qui privilégient et valorisent les différents outils qui permettent de sauvegarder les niveaux d'emploi (amortisseurs sociaux ordinaires, extraordinaires, en dérogation et contrats de solidarité) ; l'engagement pour le développement d'actions en faveur des politiques actives sur l'orientation, la formation, l'accompagnement vers de nouveaux emplois est considéré comme déterminant (actions 22, 23, 24, 25, 29, 30).

CONFINDUSTRIA BERGAMO, IMPRESE & TERRITORIO ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES PROVINCIALES CGIL, CISL, UIL se sont mis d'accord pour constituer un Comité de Garantie et d'Orientation pour promouvoir des activités en mesure de faciliter et d'accompagner le développement entrepreneurial, ainsi qu'à promouvoir des initiatives d'animation économique et territoriale. Le comité sera constitué par les sujets promoteurs, les Autorités Territoriales et les Institutions financières.

Le Comité a l'intention d'approfondir et définir de manière détaillée trois lignes d'intervention possibles :

- Activité d'aide aux projets entrepreneuriaux à travers la constitution d'un groupe de travail en mesure de fournir une assistance aux entreprises et aux entrepreneurs dans l'évaluation et la réalisation de leurs investissements. Ces activités pourront être confiées aux Associations ou à d'autres ressources économique-professionnelles présentes sur le territoire. »
- Activités économique-financières à travers la constitution d'un Fond (à majorité privé) (action 31) géré par une société spécialisée et autonome par rapport aux sujets promoteurs, destiné à financer de nouvelles activités entrepreneuriales, à participer temporairement dans des entreprises en bonne santé ou avec des projets significatifs. Le Fond sera appelé à soutenir, dans la mesure où cela est nécessaire, les activités d'aide au développement entrepreneurial et à la croissance dimensionnelle des entreprises en favorisant des processus d'agrégation. La gestion devra rester ancrée sur de solides objectifs économiques de retour d'investissements, de préservation du capital et sur sa rotation maximale. Le Fond pourra également intervenir pour la valorisation du patrimoine immobilier des entreprises et la récupération des sites productifs abandonnés (action 32), avec d'importantes retombées sur la gestion du territoire aussi bien par le biais de la réutilisation que par celui de l'ajustement. Des formes d'investissements différentes sont également possibles, du logement social, aux espaces pour le tertiaire, aux centres de services, jusqu'à une économie verte, dans le cadre d'une programmation intercommunale équilibrée.
- Activités d'aide à l'emploi à travers l'expérimentation d'une initiative de flex-sécurité dans l'un des marchés prévus par l'Union Européenne (santé en ligne, énergies renouvelables, constructions intelligentes, recyclage, produits bio, textile technique) pour la migration de la fabrication vers des secteurs novateurs dans lesquels existent des capacités productives ou des potentialités de reconversion (action 26). L'idée part de la supposition de pouvoir accéder aux financements régionaux, nationaux et européens⁴. On choisit un marché leader compatible avec les ressources et les vocations du territoire de référence, on élabore un projet accompagné par une analyse coût-bénéfice, on commande aux industries la réalisation des produits manufacturés et des oeuvres nécessaires, en même temps on forme (avec intégration de revenu et avec présence obligatoire aux cours) des travailleurs en chômage partiel ou migrants pour fournir les ressources techniques et professionnelles pour le nouveau projet d'entreprise.

Le Comité de Garantie et d'Orientation n'est pas nécessairement obligé d'agir uniquement dans la Vallée Seriana, d'où est partie l'étude, mais peut étendre ses activités pour soutenir ces projets de développement des autres zones géographiques en crises présentes sur le territoire provincial.

CONFINDUSTRIA BERGAMO, IMPRESE & TERRITORIO ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES PROVINCIALES CGIL, CISL, UIL, sollicitent la Province et les Collectivités locales à souscrire ce Protocole en prenant en considération le rôle fondamental qu'ils sont appelés à mettre en œuvre pour réaliser les projets et les programmes pour la relance économique de la Vallée Seriana et des autres territoires de la province se trouvant dans des conditions de difficulté et de crise similaires.

CONFINDUSTRIA BERGAMO

IMPRESE & TERRITORIO

CGIL

CISL

UIL

⁴ Dans cette hypothèse, l'étude et l'accord avec les partenaires sociaux, peuvent être la base pour l'accès aux financements communautaires (foresight).

JOINT AU PROTOCOLE « PROJETS ET PROGRAMMES POUR LA RELANCE ECONOMIQUE DE LA VALLEE SERIANA ET DES ZONES GEOGRAPHIQUES EN CRISE DE LA PROVINCE »					
INTERLOCUTEURS					
	UE	ETAT	REGION	PROVINCE/COMMUNES	INSTITUTIONS FINANCIERES
OBJECTIFS - ACTIONS					
AIDE STRUCTURELLE, CONJONCTURELLE MANUFACTURIERE ET AUX NOUVELLES ACTIVITES'					
1 VALORISATION ET TUTELLE MADE IN ITALY					
2 REFORME DES STRUCTURES D'AIDE AU MADE IN ITALY					
3 COMMUNICATION, STANDARDISATION, ETIQUETAGE, CERTIFICATION					
4 MARKETING TERRITORIAL					
5 MARKETING TERRITORIAL SUR L'EXCELLENCE – PORTAIL DE DISTRICT					
6 MARKETING TERRITORIAL SUR L'EXCELLENCE - DEPOT TEMPORAIRE					
7 CLUSTER UE (ETAT DE CRISE)					
8 DISTRICT TERRITORIAL OU DE FILIERE (PAQUET ANTI-CRISE)					
9 RECONNAISSABILITE ET IRREEMPLACABILITE DE L'OFFRE					
10 CROISSANCE DIMENSIONNELLE (en plus des mesures incitatives nationales et régionales)					
11 CROISSANCE DIMENSIONNELLE (PROMOTION ACCORDS)					
12 CROISSANCE DIMENSIONNELLE (DEVELOPPER UN MANAGER TEMPORAIRE)					
13 INTERNATIONALISATION					
14 R&S (CONVENTIONS CENTRES DE RECHERCHE POUR LES CONTAMINATIONS TECHNOLOGIQUES)					
15 R&S (POTENTIALITE GUICHET INNOVATION)					
16 R&S (TEXTILE TECHNIQUE)					
17 R&S (SMART TEXTILE)					
18 TERRITOIRE - UNION DES COMMUNES					
19 TERRITOIRE – ZONES ABANDONNEES					
20 SAUVEGARDER LES NIVEAUX D'EMPLOI - FSE ET CHEQUES-FORMATION					
21 SAUVEGARDER LES NIVEAUX D'EMPLOI – FLEXSECURITE					
22 SAUVEGARDER LES NIVEAUX D'EMPLOI – ACTIONS CONSERVATRICES					
23 SALARIES QUI DEVIENNENT ENTREPRENEURS (FIL DE FEES)					
24 SAUVEGARDER LES NIVEAUX D'EMPLOI – VIEUX METIERS					
25 PERSONNES AU CHOMAGE PARTIEL DANS DES EMPLOIS SOCIALEMENT UTILES					
26 SAUVEGARDER LES NIVEAUX D'EMPLOI - MARCHÉ LEADER					
27 AIDE AU REVENU - ACCORDS AVEC LES BANQUES					
28 SERVICES PUBLICS POUR L'EMPLOI ET AGENCES POUR LE SERVICE PERSONNEL					
29 PACTE DE PREMIER EMPLOI					
30 CONTRAT D'INSERTION					
31 POLITIQUE FINANCIERE DE DEVELOPEMENT					
32 FONDS IMMOBILIER					
33 AIDES DIRECTES (DAISSIL)					
34 POLITIQUE INDUSTRIELLE					
35 CONSOLIDATION DETTES A COURT TERME					
36 FINANCEMENT CONSORTIUMS FIFI					
37 ASSURANCE DE CREDITS					

INTERLOCUTEURS						
		UE	ETAT	REGION	PROVINCE/COMMUNES	INSTITUTIONS FINANCIERES
OBJECTIFS - ACTIONS						
FAVORISER LE DEVELOPPEMENT DU TERTIAIRE						
38 PLAN COMMERCIAL INTERCOMMUNAL						
39 VALORISATION POLARITES SOCIO-SANITAIRES						
40 PROJET TOURISTIQUE (en collaboration avec la Haute Vallée Seriana)						
41 PROJET TOURISTIQUE – DE NOUVEAUX EQUIPEMENTS TOURISTIQUES (GOLF)						
42 FORMATION AU TERTIAIRE NOVATEUR						
43 ECONOMIE VERTE						
44 ECONOMIE DE MONTAGNE (en collaboration avec la Haute Vallée Seriana)						
FAVORISER L'AVANTAGE RESIDENTIEL						
45 REQUALIFICATION DES CENTRES HISTORIQUES						
46 SERVICES A LA PERSONNE						
POLITIQUES TRANSVERSALES						
47 POTENTIALITE INFRASTRUCTURES MOBILITE						
48 POTENTIALITE TRANSPORT DES PERSONNES						
49 POTENTIALITE INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES						
50 URBANISME INTERCOMMUNAL						